

PLANÈTE POLLUTIONS

Une usine normande de BASF bloquée par des manifestants : « Les premières victimes des pesticides, ce sont les agriculteurs »

A l'initiative du syndicat agricole Confédération paysanne et du collectif Les Soulèvements de la Terre, environ 300 personnes ont participé au rassemblement de protestation, lundi 17 novembre, devant l'usine du groupe agrochimique qui produit le fipronil, un insecticide interdit en France.

Par Stéphane Mandard (Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), envoyé spécial)

Publié le 17 novembre 2025 à 12h10, modifié hier à 09h47 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Manifestation à l'entrée de l'usine BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), le 17 novembre 2025. LE MONDE

« Tueur de paysans, d'enfants et du vivant. » La banderole a été déployée, lundi 17 novembre, à l'entrée de l'usine BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), près de Rouen. Au matin, environ 500 personnes selon les organisateurs – 300 selon la préfecture – revêtues de combinaisons blanches,

parmi lesquelles des agriculteurs de la Confédération paysanne, avec leurs tracteurs, ont bloqué le site normand du géant allemand de l'agrochimie pour dire « *stop à la production de pesticides* », dénoncer « *BASF exportateur de poison* » et chanter à tue-tête : « *L'agriculture, on veut en vivre, pas en mourir.* »

« *Il faut dépasser le clivage écolos-agriculteurs*, explique Twim (qui n'a pas souhaité donner son nom), du collectif Les Soulèvements de la Terre, à l'origine de cette mobilisation sans précédent. *Les premières victimes des pesticides, ce sont les agriculteurs.* »

« *Nous invitons paysans et habitants à poursuivre cette mobilisation, à converger vers les autres sites de production de pesticides et à interpeller les institutions complices de ce modèle destructeur et meurtrier*, explique Thomas Gibert, de la Confédération paysanne. *A la COP30, à Belem, les Etats prétendent lutter contre le changement climatique tout en favorisant les accords commerciaux comme celui entre l'Union européenne et le Mercosur [Marché commun du Sud], qui aggraveront encore la diffusion mondiale des pesticides.* »

Export vers le Brésil ou l'Ukraine

Le site n'a pas été choisi au hasard. A Saint-Aubin-lès-Elbeuf, BASF continue à produire du fipronil, un insecticide dangereux pour les pollinisateurs, interdit en France depuis 2004, pour l'exporter dans des pays aux réglementations moins protectrices comme le Brésil ou l'Ukraine. Un commerce qualifié d'« *odieux* » par les Nations unies et banni par la France depuis 2022, mais qui perdure en raison d'une faille dans la législation. Une production également à l'origine d'une importante pollution autour de l'usine : des concentrations alarmantes de fipronil mais aussi d'acide trifluoroacétique (TFA), le plus petit des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), ont été mises en évidence dans les rejets aqueux de l'usine vers la Seine : jusqu'à 177 kilos de TFA par jour, un record.

Selon la direction de la communication du groupe BASF, l'usine « *respecte les réglementations qui encadrent son activité* ». Et les émissions de TFA auraient été réduites de « *85 %* » depuis le début de l'année.

Lire aussi | [Pesticides : la justice administrative tire les leçons de vingt ans d'alertes des scientifiques sur les risques pour la biodiversité](#)

Avec six autres associations, le Comité de défense de l'environnement de Freneuse et boucles de Seine a déposé en juin une plainte auprès du procureur de Rouen pour « *atteinte à l'environnement* » et « *mise en danger d'autrui* ».

Newsletter

« **Chaleur humaine** »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

En juin, des militants du collectif Faucheuses et faucheurs volontaires d'OGM s'étaient introduits dans une autre usine du géant de l'agrochimie, à Genay (Rhône). Ils ont révélé que la firme allemande produisait toujours, en toute illégalité, du Fastac, un pesticide très toxique pour les abeilles interdit en France depuis 2020.

Lire aussi | [Le Fastac, un pesticide interdit depuis 2020, identifié dans une usine du groupe allemand BASF en France](#)

Ce lundi matin, une soixantaine de personnes ont réussi à s'introduire dans un hangar de l'usine normande : « *Il y a du fipronil par palettes entières, des centaines de cartons.* » « *Assassins, assassins !* »,

scandent les manifestants au retour du petit groupe, encadrés par les forces de l'ordre. Une cinquantaine de manifestants ont été interpellés par la police, qui n'a pas hésité à charger et à utiliser des gaz lacrymogènes.

Michel Peyl, 75 ans, agriculteur à la retraite près de Rennes, est allongé sur le sol. Il a pris un coup de matraque dans les jambes : « *On est dans une boîte qui tue des gens. On s'est pris des pesticides toute notre vie et vous nous cognez dessus !* », hurle-t-il à un policier.

« Briser l'omerta dans le monde paysan »

A l'extérieur, devant la grille de l'usine, les prises de parole se succèdent au mégaphone. « *Nous sommes-là, paysans, salariés, riverains, victimes. Nous ne sommes pas des écoterroristes, nous voulons mettre fin à cette politique mortifère* », dit Michel Besnard, du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, en égrenant les maladies liées à l'exposition aux pesticides. A côté de lui, Gisèle Garreau, 64 ans, éleveuse de chèvres en Bretagne, témoigne de sa situation – elle souffre de la maladie de Parkinson –, de son combat pour être reconnue victime des produits phytosanitaires et de la difficulté à « *briser l'omerta dans le monde paysan* ».



Manifestation à l'entrée de l'usine BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), le 17 novembre 2025. LE MONDE

Des médecins ont aussi fait le déplacement à BASF. « C'est notre rôle d'être à côté des victimes des pesticides. Les études s'accumulent, nous ne pouvons pas rester silencieux », dit Mélanie Popoff, médecin spécialiste des perturbateurs endocriniens et cofondatrice de l'Alliance Santé planétaire. Louis-Adrien Delarue est médecin dans la Charente, un département touché par des cancers pédiatriques et responsable du collectif Alerte médicale sur les pesticides et les perturbateurs endocriniens (AMLPE) : « Il faut soutenir une vraie transition agroécologique, c'est le seul moyen de sortir de cette chimie qui tue, et faire barrage à des textes déniéristes comme la loi Duplomb. »

Cette opération coup de poing en Normandie s'inscrit dans le prolongement de la mobilisation contre la loi Duplomb. Même si un débat devrait être organisé à l'Assemblée nationale dans les prochaines semaines, le succès inédit de la pétition contre le texte, qui a recueilli plus de 2 millions de signataires, n'a pas empêché son vote ni sa promulgation.

« C'est une question de survie »

« Le Conseil constitutionnel a certes censuré la loi sur la réintroduction de l'acétamipride [un néonicotinoïde interdit en France depuis 2022], il reste près de 300 substances actives potentiellement dangereuses pour la santé et l'environnement. On ne peut pas en rester là. Il faut stopper la production de pesticides et la pollution chimique, explique Fleur Breteau, la fondatrice du collectif Cancer Colère. On est face à une crise sanitaire majeure avec une explosion des cancers et des maladies chroniques et il ne se passe rien au niveau du gouvernement. »

Lire aussi le portrait | [Fleur Breteau, le visage de la colère contre le cancer et les pesticides](#)

Le groupe BASF, qui déplore « des intrusions, des dégradations de matériels, des comportements pouvant porter atteinte à la sécurité » de son site classé Seveso seuil haut, annonce qu'il déposera plainte prochainement.

¶ **Mise à jour du 17/11 à 15h25 :** ajout d'une précision sur le nombre de manifestants.

Stéphane Mandard (Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), envoyé spécial)

Le Monde Boutique

Découvrir

40 cartes pour comprendre les nouveaux empereurs

Entretiens, éclairages et décryptage.

Arthur Rimbaud

La vie et l'œuvre de cet être si jeune, à la pensée si profonde.

Atlas des Religions

Une vision approfondie du paysage religieux mondial.

[Voir plus](#)